

EAUX ET POUVOIRS

Le *Special Report on Water* publié par *The Economist*, le 20 mai 2010, commençait par ces mots : «*Lorsque le terme eau apparaît dans la presse ces temps-ci, la crise est rarement loin derrière.*»

Effectivement, les liens sont multiples entre : sécurité alimentaire et eau ; situation sanitaire et eau, donc accès à une eau saine pour des populations déshéritées concentrées dans des métropoles de la périphérie qui vont absorber 90 % de l'augmentation de la population mondiale au cours des 25 ans à venir ; la gestion de quelque 200 bassins fluviaux internationaux avec les traités qui y sont attachés et les conflits qu'elle peut engendrer ; la reconnaissance depuis 1992 (Dublin) de l'eau comme un « bien économique » avec les batailles sous la houlette de grandes firmes pour des parts de marché, pour consolider le partenariat public-privé (où le second s'impose au premier) et pour définir les modalités de la « régulation publique » ; le poids de la dette extérieure comme un des instruments ouvrant la porte à la privatisation de la gestion des eaux (distribution et assainissement) ; les intérêts conflictuels dans cette gestion aussi bien en termes de construction d'infrastructures que de prélèvement-consommation de l'eau pour le secteur agricole ; les méga-projets hydroélectriques et leurs conséquences en termes environnementaux. La liste pourrait être allongée.

22

José Manuel Naredo, à partir d'une analyse détaillée des spécificités hydrauliques de l'Espagne – appréhendées sous un angle historique –, développe les lignes de force de la « nouvelle culture de l'eau ». La méthode utilisée pour saisir la complexité de la situation sur le territoire de l'Etat espagnol fournit les points d'appui pour une gestion intégrée de l'eau et des écosystèmes, une gestion qui intègre des normes et des cadres précis de régulation alliés à une intervention publique et démocratique.

José Manuel Naredo laisse clairement entrevoir qu'une approche intégrale ne peut pas prendre appui sur des formules générales, comme le font trop d'éco-socialistes. Elle nécessite la mise au point d'instruments de « mesure » élaborés, rendus compréhensibles par une pédagogie active. Alors, ces outils peuvent devenir des instruments utiles à un projet de planification démocratique de ce bien commun essentiel.

Riccardo Petrella devant des militant-e-s québécois, en 2007, soulignait, à juste titre, qu'une des conditions d'une action sur ce terrain est la suivante : «*Pour agir efficacement, il faut prendre conscience que la solution au problème de l'eau est en dehors de l'eau. Il faut unir vos forces autour de questions plus globales comme la pauvreté, le capitalisme, les rapports entre Etats.*»

Erik Swyngedouw, un des économistes les plus pertinents dans l'analyse des politiques de l'eau conduites par les transnationales, éclaire sur les interactions entre les projets multiples des grandes firmes – Suez-Lyonnaise des Eaux, Vivendi Waters, SAUR International (Bouygues), etc. – et les Etats.

Aujourd'hui, des banques privées comme Pictet (Genève) vantent leurs fonds de placement spécialisés dans l'eau ; des fonds spéculatifs à hauteur de plus de 10 milliards de dollars pour cette seule « private bank ». L'appropriation privée de l'eau – sous diverses modalités – et donc la dépossession d'un bien vital constitue une atteinte aux droits humains. La marchandisation quasi complète de l'eau – un objectif de grandes firmes pour le XXI^e siècle – implique d'y apposer un prix. Certes sa gestion a un coût. Mais il doit être socialement pris en charge afin d'en assurer l'usage le plus adéquat et égalitaire pour la population à l'échelle mondiale. La question-crise de l'eau se fait de plus en plus alarmante. Cette alerte renvoie aux traits de la crise actuelle du capitalisme à l'échelle planétaire, avec tous ses aspects mortifères, destructeurs de vie et d'écosystèmes. (Réd.)